



La volte-face des politiques canadiennes sur le Moyen-Orient détonne au G8

Par [CJPMO](#)

Mondialisation.ca, 31 mai 2011

[Canadiens pour la justice et paix au Moyen-Orient](#) 31 mai 2011

Région : [Le Canada](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Sous le gouvernement Harper, le Canada se voit de plus en plus isolé en raison de ses positions en matière de politiques étrangères.

Montréal, le 30 mai 2011 – La référence aux « frontières de 1967 » n'était pas la seule question portant sur le Moyen-Orient pour laquelle M. Harper fit bande à part. En effet, les dirigeants au G8 ont souscrit à un plan de 40 milliards de dollars, proposé par les États-Unis, pour appuyer l'Égypte et la Tunisie dans leur transition vers la démocratie. La moitié de cet argent viendra d'institutions multilatérales, 10 milliards de l'Arabie Saoudite, du Qatar et du Koweït, et 10 milliards en aide directe bilatérale provenant de pays particuliers du G8. À elle seule, la France s'est engagée à verser un milliard de dollars. M. Harper a cependant refusé de promettre tout investissement en aide bilatérale directe canadienne à l'Égypte et à la Tunisie.

Au cours de la rencontre du G8 des 26 et 27 mai derniers, le premier ministre canadien, Stephen Harper, a érudé la mention des frontières israélo-palestiniennes de 1967 dans la déclaration du G8 sur le Moyen-Orient. En raison du fait que toutes les déclarations du G8 se font par consensus, la référence aux « frontières de 1967 » a dû être passée sous silence. Selon le Globe and Mail, un diplomate européen présent à la rencontre a affirmé que « les Canadiens étaient très intransigeants » quant au fait que le communiqué ne fasse aucune mention des frontières israéliennes de 1967. Le journal israélien Haaretz a rapporté le 29 mai que, juste avant la rencontre du G8, le premier ministre Benyamin Netanyahu a appelé son homologue canadien pour le presser de bloquer toute référence aux frontières de 1967.

Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient (CJPMO) déplore le fait que le gouvernement de M. Harper semble tourner le dos au soutien de longue date envers les frontières de 1967 comme base des négociations de paix. « Les gouvernements canadiens – qu'ils aient été libéraux ou conservateurs – ont depuis toujours reconnu que les frontières de 1967, avec des échanges consentis de territoires, demeurent la seule base pour un processus de paix viable entre Israël et la Palestine », affirme M. Thomas Woodley, président de CJPMO. L'organisme souligne que l'acceptation des frontières de 1967 constitue un compromis historique par les Palestiniens qui ne se retrouveraient qu'avec 22 % de la Palestine d'autrefois.

Sous le gouvernement Harper, le Canada se voit de plus en plus isolé en raison de ses positions en matière de politiques étrangères. En octobre 2010, le Canada a perdu les élections pour l'obtention d'un siège temporaire au conseil de sécurité de l'ONU (CSONU),

une des instances les plus importantes quant aux prises de décisions au niveau de la gouvernance mondiale. Le Canada a assumé six mandats consécutifs au CSONU depuis 1948. Or, le vote au mois d'octobre marquait le premier échec dans l'obtention d'un siège. La communauté canadienne et internationale était pratiquement unanime quant au fait que le changement de cap de la politique étrangère canadienne est à blâmer dans l'effritement de la réputation du Canada sur le plan international. Ses prises de position par rapport au Moyen-Orient sont un exemple éloquent de ces changements de cap.

Pour plus d'informations, veuillez communiquer avec:

Patricia Jean
Canadiens pour la justice et paix au Moyen-Orient
Téléphone: 438-380-5410
Courriel CJPMO – Site Web CJPMO

Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient (CJPMO) est une organisation séculière, sans but lucratif, regroupant des hommes et des femmes d'horizons divers qui œuvrent pour que la paix et la justice renaissent au Moyen-Orient. Elle a pour vocation de responsabiliser les personnes d'influence à traiter les protagonistes avec équité et à favoriser l'essor durable et équilibré de la région.

La source originale de cet article est [Canadiens pour la justice et paix au Moyen-Orient](#)
Copyright © [CJPMO](#), [Canadiens pour la justice et paix au Moyen-Orient](#), 2011

Articles Par : [CJPMO](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca